Philippe Roussin. Camus communiste. *Critique*, Editions de Minuit, 2018, 859, pp.1005-1014. ⟨halshs-03140386⟩

Camus communiste

Christian Phéline, Agnès Spiquel-Courdille
Camus, militant communiste. Alger 1935-1937
Paris, Gallimard, 2017, 394 p.

L'engagement politique du jeune Camus, au cours des années trente, obéit à la même logique qui préside à l'engagement de la plupart des intellectuels français de la période. Ce qui l'en distingue est que cet engagement a pour cadre l'Algérie coloniale française et que ce cadre explique, sinon à lui seul, du moins en grande partie, la singularité des positions de Camus, les raisons de son entrée en politique et de son adhésion, puis de son exclusion, du Parti communiste. Le recueil procuré par Christian Phéline et Agnès Spiquel-Courdille éclaire l'histoire de ces années, en livrant la correspondance échangée, quarante ans plus tard, entre Charles Poncet, ami de Camus dès son expérience militante de jeunesse, et Amar Ouzegane, secrétaire adjoint du bureau politique du jeune Parti Communiste Algérien au moment où Camus en était membre.

Camus fait partie de la promotion 1932-1933 de la classe supérieure préparatoire du Lycée Bugeaud d'Alger, créée à peine trois ans auparavant. Il est, dès la rentrée 1932, inscrit en philosophie à la Faculté des lettres. Ses idoles sont alors Gide et Malraux, lequel, comme écrivain et militant antifasciste, donne à Alger en juin 1935 une conférence organisée par Marcel Bataillon, grand hispaniste, futur candidat SFIO du Front Populaire aux élections législatives de 1936 et membre du comité de vigilance antifasciste d'Alger, avec l'helléniste Louis Gernet et Jacques Heurgon. Au début de l'année 1934, Camus s'est engagé dans le mouvement pacifiste et antifasciste Amsterdam-Pleyel, fondé par Henri Barbusse et Romain Rolland, largement sous influence communiste, qui dénonce la menace de guerre. Il en est le secrétaire pour la section algérienne et c'est alors l'aspect le plus visible de son activité politique. Mais il s'interroge également sur les effets du système colonial. Ses premiers textes aboutissent, à la fin de 1934, à un ensemble, « Les voix du quartier pauvre », matrice de *L'envers et l'endroit*, qu'il composera au cours de sa période militante.

Camus adhère au parti communiste au cours de l'été 1935, porté par la vague d'aspirations et la mobilisation en faveur du Front Populaire qui déferle en France depuis la manifestation unitaire du 14 juillet 1935 jusqu'à la victoire des listes de Rassemblement populaire lors des élections législatives d'avril-mai 1936. Avec cette adhésion à l'organisation communiste algérienne s'ouvrent pour lui

deux années d'intense militantisme politique et culturel, dicté autant par l'antifascisme que par l'anticolonialisme. Né en 1913, enfant d'un pupille de la nation, il a grandi dans une famille pauvre du faubourg ouvrier de Belcourt, qui jouxte un quartier algérien. Cette expérience, celle de l'enfance et de l'école, contribuera à faire de lui un des seuls intellectuels « européens » à connaître les intellectuels algériens et à dialoguer avec eux. Dès avant 1935, il a collaboré au journal étudiant *Ikdam*, demandant à la République de mettre en pratique ses principes universalistes et d'accorder la citoyenneté aux Arabes et aux Berbères. Du Rassemblement populaire, puis du Front populaire, il attend la limitation des injustices qui structurent la société coloniale et la remise en cause des discriminations légales qui permettent aux autorités de refuser aux Arabes algériens le droit à l'éducation mais aussi à l'existence civique, en s'appuyant sur le Code de l'indigénat qui distingue entre citoyens français (de souche généralement métropolitaine) et « sujets » français. Ces derniers, privés de la majeure partie des libertés et droits politiques, ne disposent au plan civil que de leur statut personnel, d'origine religieuse ou coutumière. L'annonce du plan Blum-Viollette, qui doit permettre à environ vingt mille musulmans d'Algérie (militaires, fonctionnaires et diplômés) d'acquérir la citoyenneté française et de bénéficier, ainsi, du droit de vote, lui apparait comme le premier signe d'une évolution possible de la politique coloniale française. Au printemps 1937, le militant communiste qu'il est devenu rédige, au nom des intellectuels d'Algérie, un manifeste politique soutenant ce plan de réformes, « étape dans l'émancipation parlementaire intégrale des musulmans »[1].

Le Parti communiste représente alors, pour Camus, « un parti encourageant de multiples expériences novatrices sur le front de l'art et de la culture » : « L'investissement de ce domaine par l'organisation communiste dans les années 1930 aura […] joué un rôle non négligeable dans la décision qu'il prend d'en devenir militant », écrivent Ch. Phéline et A. Piquel-Courdille (p. 106). Le PC, ajoutent-ils, lui apparaît aussi comme « l'aile la plus ouvrière et la plus combative du Front populaire, le défenseur le plus actif de la paix internationale » et le seul parti de la gauche algérienne à accueillir « une vraie proportion de membres d'origine musulmane (p. 12). C'est alors en effet —en octobre 1936—, que le Parti communiste algérien se substitue à ce qui, jusque là, n'était que la « région algérienne », organisation locale du PCF. Devenu une entité autonome et séparée, le PCA ouvre ses rangs aux autochtones auxquels le Code de l'indigénat et le décret Régnier de 1935 refusaient le droit de s'organiser. Le PCA connaît alors une vague d'adhésions suscitées par l'espoir de l'application du plan Viollette. Camus est désigné comme « responsable du travail colonial » selon la formule de Ch. Phéline et d A. Piquel-Courdille et du recrutement des militants issus des milieux musulmans. Il est le principal animateur de la cellule du Plateau-Salière

[1] « Manifeste des intellectuels d'Algérie en faveur du Projet Viollette», A. Camus, *Œuvres Complètes*, I, 1931-1944, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, Paris, 2006, p. 573

appelée « cellule des intellectuels », qui regroupe aussi des Arabes et des ouvriers du quartier.

Son adhésion et son appartenance au Parti communiste algérien, de 1935 à 1937, son restées discrètes : c'est la part qu'il prend dans diverses entreprises culturelles dépendant du PCA qui font de lui un homme public, visible et connu. À une époque où la gauche et les communistes font un usage didactique intensif de la culture à des fins politiques, son engagement le conduit à une intense activité culturelle et créatrice, qui se déploie de manière privilégiée sur le terrain du théâtre : « largement antérieure à son adhésion », sa mobilisation dans le champ artistique prend alors « une dimension publique qu'il refuse à ses activités proprement partisanes » (p. 106). Sous l'égide du parti communiste, Camus fonde, à la fin de 1935, le Théâtre du Travail, qui lui offre un premier cadre de réflexion pour ses projets de théâtre populaire et politique, d'abord conçu dans la lignée des mouvements de défense de la culture de la période. Il est à la fois directeur de troupe, acteur, metteur en scène et adaptateur. Cette première expérience dramatique est, de toutes ses activités, celle à laquelle il accordera le plus d'importance durant la période de son engagement communiste[2].

Les premières pièces montées par le Théâtre du Travail ont une dimension militante affichée. Elles font l'objet d'annonces et de comptes rendus dans *La Lutte sociale*, organe du Parti communiste. Le 25 janvier 1936, la première création, qui a lieu sur une scène improvisée dans le dancing d'un établissement de bains, est une adaptation par Camus du *Temps du mépris* de Malraux. Un tract annonçant la représentation explique qu'il s'agit de « faire prendre conscience de la valeur artistique propre à toute littérature de masse et démontrer que l'art peut parfois sortir de sa tour d'ivoire. Le sens de la beauté étant inséparable d'un certain sens de l'humanité »[3]. La troupe prépare ensuite *Révolte dans les Asturies*, pièce inspirée par l'insurrection des mineurs espagnols d'Oviedo d'octobre 1934. Rédigé à quatre, cet « essai de création collective », sur lequel les acteurs sont invités à broder, ne pourra finalement être joué, le maire d'Alger ayant refusé une salle pour ce spectacle jugé dangereux en période électorale. Le Théâtre décide de publier le texte qui n'a pu être joué et sa parution chez Charlot signe l'acte de naissance de l'importante maison d'édition algéroise. En cette même année 1936, la troupe monte une autre pièce inédite, *Le Secret*, de Ramon Sender, qui traite de la répression policière à Barcelone en 1923 ; puis, en novembre, *Les Bas-Fonds* de Maxime Gorki. En 1937, elle infléchit sa programmation, joue le *Prométhée enchainé* d'Eschyle (dans une adaptation de Camus) ; *La femme silencieuse* de Ben Johnson ; *Don Juan* de Pouchkine (avec Camus pour principal interprète) dans le cadre d'une soirée organisée pour le centenaire de la mort du « père de la littérature russe » ; et aussi, en avril 1937, *L'Article 330* de Courteline.

[2] Voir à ce sujet, dans le tome I des *Œuvres complètes* (p. 1431-1441), la notice de J. Levi-Valensi et Raymond Gay-Crossier sur le Théâtre du Travail et le Théâtre de l'Equipe.
[3] *Ibid,* p. 1432.

Son engagement au Théâtre du Travail n'empêchera pas Camus d'être l'un des membres fondateurs de l'Université ouvrière en mars 1936, ni de participer à la création de la Maison de la culture d'Alger, dont il devient le secrétaire et le principal animateur, et où ses amis jouent un rôle central. Il y prononce, le 8 février 1937, la conférence inaugurale demeurée célèbre : « La culture indigène. La nouvelle culture méditerranéenne ». Devant un public acquis à l'antifascisme — « Ce que nous voulons, ce n'est pas le mensonge qui triompha en Ethiopie, mais la vérité qu'on assassine en Espagne »— et en plein débat entre colonialisme, orientalisme et nationalisme, il défend une vision de la culture qui est aux antipodes de la glorification de la Méditerranée romaine et latine qui sert alors, à droite et à l'extrême droite, à justifier l'occupation de l'Afrique du Nord : « Toute l'erreur vient de ce qu'on confond Méditerranée et Latinité ». Et encore : « Il ne peut s'agir d'une sorte de nationalisme du soleil ». Si la Méditerranée est un espace idéal, ce n'est pas, explique-t-il, parce que l'Orient y serait devenu européen par le fait de la colonisation, mais parce qu'elle est un lieu de brassage, un point de rencontre, une identité pluriculturelle : « Elle n'est pas classique et ordonnée […] c'est de l'Orient qu'elle se rapproche. Non de l'Occident latin. L'Afrique du Nord est un des seuls pays où l'Orient et l'Occident cohabitent […] ; ce qu'il y a de plus essentiel dans le génie méditerranéen jaillit peut-être de cette rencontre unique dans l'histoire et la géographie née entre l'Orient et l'Occident »[4]. Camus, qui a alors vingt-quatre ans, ne borne pas là ses activités : il achève son mémoire d'études supérieures, publie *L'envers et l'endroit*, jette les bases d'une pièce – *Caligula*, publié en 1944 - et d'un roman, *La Mort heureuse*, dont la parution sera posthume.

*

Les mêmes raisons qui avaient été, en 1935, à l'origine de l'adhésion de Camus au Parti communiste expliquent, deux ans plus tard, sa mise à l'écart, puis son exclusion, à l'automne 1937. Il y a d'abord les désillusions nées, notamment dans la population arabe, de la politique coloniale conduite par la gauche au pouvoir et du choix du gouvernement de renoncer à toute remise en cause du système colonial. En janvier 1937, le Front populaire dissout L'Étoile nord-africaine, le parti nationaliste de Messali Hadj, qui avait soutenu le Rassemblement populaire, mais s'était opposé au projet Blum-Viollette, y voyant un instrument du colonialisme visant à attacher les élites algériennes à la France coloniale, alors qu'il défendait l'idée d'une citoyenneté pleine et entière en Algérie. La dissolution du mouvement, dont les dirigeants sont condamnés, conduit à la constitution du Parti du peuple algérien, en mars 1937, à Nanterre. Pour leur part, les milieux coloniaux ont accueilli le projet de loi Blum-Viollette

[4] A. Camus, « La culture indigène. La nouvelle culture méditerranéenne », *Jeune Méditerranée*, n° 1, avril 1937, repris dans *Œuvres Complètes*, t. I, p. 569. Sur les débats autour de la culture méditerranéenne dans le contexte colonial du moment, voir Mohamed-Salah Omri, « History, Literature, and Settler Colonialism in North Africa », *Modern Language Quarterly,* 66:3, September 2005, pp. 273–298 ; sur Camus, pages 284-286.

avec une grande hostilité. En janvier 1937, le congrès des maires d'Algérie se prononce à l'unanimité des trois cents présents contre ce projet, considéré comme un premier pas vers la suppression du Code de l'indigénat, l'émancipation et l'égalité des droits entre colonisateurs et colonisés : il est abandonné à l'automne 1937 et, avec lui, la perspective assimilationniste qui avait été ouverte par le Front Populaire.

Mais il faut aussi et surtout compter avec le changement de ligne que le Parti communiste imprime à sa politique coloniale à partir de 1936 —et avec le refus de Camus d'obtempérer à ce réajustement de l'action de l'organisation communiste en Algérie. L'Internationale communiste, dès 1920, avait posé en principe l'indépendance des colonies : la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était, pour tout parti communiste, l'une des conditions d'adhésion à l'IC. Le traité Laval-Staline de mai 1935 relègue ce principe au second plan. Au nom de la lutte contre le fascisme, l'union nationale aux côtés des forces socialistes et bourgeoises démocratiques est désormais privilégiée. Ces forces bourgeoises comprennent le parti radical, jusque-là considéré, en Algérie, comme le représentant de la grande colonisation terrienne. L'antifascisme évince l'anticolonialisme. La nouvelle politique d'union de la nation française conduira le PCF et le PCA à se rallier aux promesses assimilationnistes limitées du plan Violette et à mettre fin à leur politique de rapprochement avec les nationalistes algériens. Le PCF et le nouveau PCA soutiendront la dissolution de l'Étoile nord-africaine et apporteront un soutien tacite aux mesures répressives du Front Populaire contre les nationalistes algériens, accusés de partager les positions des Croix de feu du colonel de La Rocque et des fascistes.

Camus a gardé le silence sur son adhésion aussi bien que sur ses tâches à l'intérieur du Parti communiste. Sur les raisons de son départ et de son exclusion, il s'est expliqué dans une lettre à Jean Grenier datée du 18 septembre 1951 : « On m'avait chargé de recruter des militants arabes, et de les faire rentrer dans une organisation nationaliste (l'Étoile nord-africaine, qui devait devenir le PPA). Je l'ai fait et ces militants arabes sont devenus mes camarades, dont j'admirais la tenue et la loyauté. Le tournant de 36 est venu. Ces militants ont été poursuivis et emprisonnés, leur organisation dissoute, au nom d'une politique approuvée et encouragée par le PC » [5]. Quarante ans après la rupture entre Camus et le PCA, la question n'était pas close. En témoigne la correspondance échangée en 1976 entre Amar Ouzegane et Charles Poncet. Son existence était connue mais elle était restée inédite. Elle est importante pour comprendre l'entrée en politique et l'engagement militant de Camus de 1935 à 1937, et l'ouvrage de Christian Phéline et Agnès Spiquel-Courdille y a abondamment recours ; c'est aussi un document clé s'agissant des désaccords qui l'ont opposé au PCA. Au cœur de la rupture : le glissement communiste vers une politique d'union de la nation française, avec pour résultat le maintien du *statu quo* colonial et l'abandon du mot

[5] Lettre à Jean Grenier, 18 septembre 1951, *Correspondance Albert Camus – Jean Grenier (1932-1960)*, Paris, Gallimard, 1981, p. 179-180.

d'ordre d'algérianisation du parti. Ce que Camus refuse, c'est la fin de « la solidarité avec le courant messaliste, tournant qui s'impose en conséquence du pacte Laval-Staline et du soutien du PCF au gouvernement de Front Populaire » (p. 174). L'exclusion de Camus n'est pas, au demeurant, un cas isolé. Elle coïncide avec la reprise en mains du PCA par Paris, la mise à l'écart au cours de l'été 1936 de Ferrat, dirigeant qui avait poussé à l'autonomisation du PCA et lutté contre les tendances colonialistes des militants communistes européens en Algérie, et l'arrivée de Robert Deloche, désormais considéré comme la véritable autorité du PCA et qui a pour tâche d'appliquer les directives du PCF[6]. L'exclusion de Camus, « militant jugé trop sensible aux exigences de solidarité tant avec les militants du PPA qu'à l'égard des républicains espagnols » (p. 181) s'inscrit dans une vague d'évictions qui s'étend sur plus d'un an et reflète l'intolérance croissante des communistes à l'égard de toute expression interne de réserves sur la ligne de soutien au Front Populaire.

Après un voyage en France et en Italie au cours de l'été, Camus revient à Alger en septembre 1937. Il quitte le parti communiste, ainsi que le Théâtre du Travail et la Maison de la Culture qui va en se délitant. Les espoirs politiques nés de la victoire du Front populaire ne sont plus de mise. En février 1939, le secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, effectue une visite officielle en Algérie, défend la thèse de la « nation algérienne en formation » et officialise la fin du soutien au mouvement d'émancipation dans la colonie. La thèse, qui conduit à exalter « le peuple algérien uni autour de la France », restera la référence théorique de l'action du PCF jusqu'à la guerre d'Algérie et à l'indépendance[7].

*

De ces deux années de militance communiste, qui ont constitué le premier engagement partisan de Camus avant sa participation au mouvement de résistance Combat, on peut retenir plusieurs leçons.

D'abord l'impossibilité de mener longtemps un travail artistique et culturel sous orientation politique. Après le Théâtre du Travail, Camus crée le Théâtre de l'Équipe, indépendant du parti communiste. Il consacre une grande part de son énergie à cette nouvelle aventure collective, totalement libre, jusqu'en 1939. Il monte alors des pièces de Copeau qui ont connu le succès : *Le Paquebot Tenacity*, *Les Frères Karamazov*. Il joue aussi un rôle de directeur littéraire aux éditions

[6] Voir Céline Marangé, « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr

[7] Voir Maurice Thorez, *Le peuple algérien uni autour de la France : Discours prononcé à Alger le 11 février par Maurice Thorez*, Paris, La brochure populaire, 1939. Sur les effets à long terme de cette ligne du parti, au moment du vote des pouvoirs spéciaux en 1956, de la condamnation des attentats du FLN en 1954 et de l'exclusion des communistes qui soutiennent le FLN, Jean-Pierre Vernant, « Le PCF et la question algérienne », *Voies nouvelles,* 9, 1959, p. 4-7, signé Jean Jérôme, republié dans *Entre mythe et politique*, Paris, éditions du Seuil, 1996. Sur le parti communiste en Algérie, Allison Drew, *We are no longer in France: Communists in colonial Algeria*, Studies in Imperialism, Manchester, Manchester University Press, 2014.

Charlot. C'est à son activité d'écrivain qu'il donne la priorité. En 1938-1939, il publie *Noces*, écrit *La Mort heureuse* et les premières esquisses de ce qui deviendra *L'Étranger* [8]. Sa rupture avec le parti communiste pose, quant à elle, la question plus générale de l'engagement de l'intellectuel ou, comme l'écrit Camus dans son carnet des années 1935-1937, de « l'intellectuel devant l'adhésion[9]. Un autre passage du même carnet semble fournir une réponse : « Grenier à propos du communisme : " toute la question est celle-ci : pour un idéal de justice, faut-il souscrire à des sottises ? " On peut répondre oui : c'est beau. Non : c'est honnête »[10]. Mais, au-delà de la question classique de l'engagement partisan de l'intellectuel, *Camus militant communiste. Alger 1935-1937* identifie clairement les causes de la mise à l'écart politique de Camus, à l'automne 1937 : entre la gauche française (communistes compris) et l'idée anticoloniale, la rupture est consommée. Or Camus refuse de voir l'anti-impérialisme désormais subordonné à la lutte antifasciste. « Je crois qu'il faut aujourd'hui un certain courage pour oser dire qu'il y a *aussi* un impérialisme des démocraties. Beaucoup parmi nous le savaient. Presque tous l'ont oublié », écrit-il en avril 1939 dans *Alger républicain*[11].

Comme l'attestent les articles qu'il écrit pour *Alger républicain*, nouveau journal de la gauche non communiste qui paraît à l'automne 1938, et notamment *Misère de la Kabylie*, l'un des premiers reportages qu'il réalise pour ce journal en juin 1939, la lutte contre la misère et contre la partialité de la justice coloniale empruntera désormais le canal de la presse et du journalisme. De même la protestation contre l'incarcération des détenus politiques algériens aura-t-elle lieu devant l'opinion. Dès mai 1939, on voit prendre forme l'idée de la démocratie que défendra Camus après 1944 : « Les démocraties portent en elles-mêmes cette affligeante contradiction de n'établir qu'un rapport lointain entre les faits et les principes qui les constituent […] Il faut au plus vite […] éliminer dans nos rapports avec nos concitoyens musulmans […] tout ce qui peut offrir une ressemblance avec les régimes totalitaires. La démocratie doit leur apparaître sous des traits autres que ceux des États fascistes » [12].

Philippe ROUSSIN

8 Sur la genèse de *L'Étranger*, on se reportera à l'enquête d'Alice Kaplan, *En quête de «L'Étranger»*, Paris, Gallimard, 2016.
9 A. Camus, *Carnets. Mai 1935-février 1942*, Paris, Gallimard, 1962, p. 57.
10 *Id., ibid.,* p. 29.
11 *Id.,* « Contre l'impérialisme», *Alger républicain*, 25 avril 1939, in *Œuvres Complètes*, I, *op.cit.,* p. 640.
12 *Id.,* «Il faut libérer les détenus politiques indigènes» *Alger républicain*, 10 mai 1939, in *Œuvres Complètes*, I, *op.cit.,* p. 646-647.